



Conseil de sécurité

Distr. générale
30 avril 2004
Français
Original: anglais

Lettre datée du 21 avril 2004, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration sur la situation au Darfour (Soudan) publiée le 15 avril 2004 par la présidence au nom de l'Union européenne (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Irlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Richard **Ryan**



**Annexe à la lettre datée du 21 avril 2004, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Irlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Déclaration publiée le 15 avril 2004 par la présidence
au nom de l'Union européenne sur la situation au Darfour
(Soudan)**

L'Union européenne salue la signature de l'accord de cessez-le-feu humanitaire entre le Gouvernement soudanais, d'une part, le MLS/ALS et MJE, d'autre part. Elle appelle toutes les parties à observer et à respecter scrupuleusement les dispositions de cet accord.

Elle félicite la médiation tchadienne pour les efforts qu'elle a accomplis en vue de favoriser la conclusion de l'accord.

Elle salue l'engagement de toutes les parties à autoriser sans restriction l'accès humanitaire et à faciliter la distribution de l'aide humanitaire au peuple du grand Darfour.

Il est essentiel, dans ce contexte, que le Gouvernement soudanais respecte son engagement à contrôler les forces armées irrégulières connues sous le nom de Janjawid.

Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, pays adhérents, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, se rallient à cette déclaration.
